

# RESISTANCE UNIE

*en Gironde*

N° 85 bis - 23<sup>ème</sup> année  
Sites Internet:  
<http://www.ffi33.org>  
<http://www.anacr33.org>

ISSN 0992-6852 - prix au numéro: 3 €

*Le magazine ouvert à tous les Résistants et à ceux qui partagent leurs valeurs.*

Numéro spécial

## *CONCOURS DE LA RÉSISTANCE ET DE LA DÉPORTATION ANNÉE 2009-2010*

**Thème retenu:**

**"L'appel du 18 juin 1940  
du général de Gaulle  
et son impact jusqu'en 1945"**

*maquette: Jacques Loiseau*



*Association Nationale des Anciens Combattants de la Résistance  
13 rue Edmond Blanc - Caychac - 33290 - Blanquefort*

De nos jours, pour chacun d'entre nous, il apparaît que la Résistance prenait son appui, en particulier, sur l'appel du 18 juin 1940 et sur l'homme qui avait su prendre date devant l'Histoire au moment opportun. Cet appel à tous les Français laissait la possibilité, à qui le souhaitait, de poursuivre la lutte contre le nazisme. Les choix qui se proposaient en ces jours cruels n'étaient pas des plus simples; résister c'était soit l'exil des Forces Françaises Libres, en Angleterre, soit le combat de l'ombre sur le sol national au contact des troupes d'occupation.

Répondre à cet appel c'était rejeter la politique du maréchal qui conduirait un jour à la collaboration avec l'occupant, ou, encore, ne pas accepter l'armistice et l'occupation dans une craintive soumission. Pour quelques uns le choix était immédiat, d'autres allaient retarder leur réponse; pour le meilleur ou pour le pire.

En lançant cet appel symbolique du 18 juin 1940, le général Charles de Gaulle dépassait l'idée de la reconquête nationale et découvrait un conflit mondial aux côtés de la Grande Bretagne. Tout en espérant l'aide des Etats-Unis; il n'était pas question de l'U.R.S.S., alors entraînée dans le pacte germano - soviétique.

Pour être entendu et être compris, Charles de Gaulle devait disposer d'une France Combattante (Forces Françaises Libres et Forces Françaises de l'Intérieur), d'une assise territoriale (celle que pouvait constituer l'empire colonial existant), et d'une structure administrative capable de négocier avec les puissances alliées, voire de s'opposer à elles si cela devenait nécessaire pour assurer la renaissance que la France devait retrouver à la fin du conflit; quatre années difficiles pour un homme d'exception..

## 1.- L'armistice ou la poursuite du combat.

Le Haut-commandement français, convaincu que la région des Ardennes était infranchissable, laissait ouvert l'espace par lequel les blindés du général Heinz Guderian<sup>1</sup> allaient pouvoir s'engouffrer et déferler sur la France. Près de la moitié de l'armée française était encerclée. L'opération Dynamo, correspondant à l'évacuation de Dunkerque, permettait, toutefois, de sauver 338.226 combattants dont 123.095 Français. Nous en reparlerons en page 4.

L'exode commençait jetant sur les routes des milliers de civils fuyant devant l'avance des troupes allemandes, freinée par des combats sporadiques comme la contre-attaque de Montcornet menée par le colonel Charles de Gaulle.

Devant la débandade française, le gouvernement qui, le 16 mai 1940, s'était promis de ne pas abandonner cette ville, entreprenait le repli qui le conduirait vers Bordeaux, ville inscrite, une nouvelle fois, en capitale dans notre Histoire.

Malgré l'assurance donnée aux Anglais, le 28 mars 1940, qu'aucun armistice ou paix séparée n'était envisageable, le gouvernement restait partagé sur la conduite à suivre. Reynaud, soutenu par son sous-secrétaire d'état à la défense, Charles de Gaulle mais aussi par Jeanneney, Louis Marin, Georges Mandel et Herriot, souhaitait poursuivre

1

Guderian fut intéressé par la doctrine sur l'usage des blindés développée par le jeune colonel de Gaulle - Histoire de l'armée allemande

la lutte; on évoquait l'idée d'un réduit breton mais aussi le départ vers l'Afrique du Nord et la continuation du combat avec le soutien des colonies. D'un autre côté, Weygand et Pétain s'en tenaient à l'armistice qui, pour eux, était la seule solution possible. Les Britanniques proposaient alors la création d'une union indissoluble entre la France et la Grande-Bretagne; cette proposition était accueillie par « un rejet instinctif et spontané » et provoquait, chez Pétain, l'exclamation suivante: « On ne fusionne pas avec un cadavre ».

Paul Reynaud ayant démissionné, Pétain, nouveau chef de gouvernement, donnait l'ordre à Paul Baudouin de demander à l'Allemagne et à l'Italie leurs conditions d'armistice.

Le 17 juin 1940, à midi, le maréchal Pétain, président du Conseil appelait à cesser le combat; cet appel était apparemment entendu par des millions de Français et accueilli, le plus souvent, comme une délivrance. Les principaux artisans de cet armistice, Pétain et Weygand avaient fondé leur décision sur le sentiment que l'Allemagne avait d'ores et déjà gagné la guerre. Cette défaite étant considérée comme définitive, marquait la fin d'un régime et le début d'une ère nouvelle. La politique de collaboration en serait l'aboutissement.

A contrario, par sa définition, si l'armistice mettait fin aux hostilités

armées en ce temps de guerre, il ne mettait pas fin officiellement au conflit. D'ailleurs, l'article 24 de la convention d'armistice signée le 22 juin 1940 stipulait que la présente convention restait valable jusqu'à la conclusion d'un traité de paix.

Pour beaucoup, le combat pouvait donc continuer ainsi que l'envisageait l'Angleterre avec le secret espoir de voir dans un proche avenir les Etats-Unis se joindre à elle. Déjà, certains disposaient du devoir de résister à l'oppression comme d'un devoir, un droit naturel et imprescriptible cité à l'article 2 de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen de 1789.

Qui donc en France était capable d'allumer cette espérance, capable de rassembler sous son panache une Résistance nationale pouvant ranimer une nation bafouée et abattue ?

Le paysage politique était alors occulté par la forte présence du maréchal Pétain, le mythe qu'il représentait et la profonde dévotion qu'il suscitait dans le monde des anciens combattants; cette majorité acceptait avec soulagement la demande d'armistice. Le souhait de poursuivre le combat que certains avaient émis conduisait vingt-sept parlementaires à bord du paquebot « Massilia » avec l'espoir de rejoindre l'Afrique du Nord.

Les grands partis restaient muets; bientôt, ils voteraient les pleins pouvoirs à Pétain, à l'exception de 80 élus, au cours d'une

séance marquée, en particulier, par l'absence des communistes et des passagers du « Massilia ». En effet, il nous faut souligner que l'une des grandes composantes politiques françaises était alors dispersée : le parti communiste dissout depuis le 26 septembre 1939, après la signature du pacte germano-soviétique, décomptait ses effectifs dans les prisons françaises, poursuivis par la police nationale. Toutefois, le 17 juin

1940, réagissant au discours du maréchal, Charles Tillon, dirigeant communiste, déjà dans la clandestinité, lançait un appel à la Résistance depuis Gradignan, dans la région bordelaise.

Le 17 juin 1940, jour où Pétain déclarait qu'il était temps de cesser le combat, le préfet Jean Moulin, pour ne pas faillir à son honneur, tentait d'échapper à ses bourreaux nazis par le suicide ; Philippe

Leclerc de Hauteclouque, prisonnier des Allemands, parvenait à s'évader. Après avoir traversé la France à bicyclette, il rejoignait l'Angleterre par bateau pour poursuivre le combat ; Charles de Gaulle, muni d'un ordre de mission décollait de l'aéroport de Bordeaux-Mérignac

Ce jour-là, pour Henri Noguères, à 12h30, heure du discours de Pétain, naissait la Résistance

## 2.- Les appels à poursuivre le combat

### APPEL DE CHARLES TILLON (17 juin 1940)

Les gouvernants bourgeois ont livré à Hitler et à Mussolini : l'Espagne, l'Autriche, l'Albanie et la Tchécoslovaquie... Et maintenant, ils livrent la France. Ils ont tout trahi.

Après avoir livré les armées du Nord et de l'Est, après avoir livré Paris, ses usines, ses ouvriers, ils jugent pouvoir, avec le concours de Hitler, livrer le pays tout entier au fascisme. Mais le peuple français ne veut pas de l'esclavage, de la misère, du fascisme. Pas plus qu'il n'a voulu de la guerre des capitalistes. Il est le nombre : uni, il sera la force.

\* Pour l'arrestation immédiate des traîtres ;

\* Pour un gouvernement populaire s'appuyant sur les masses, libérant les travailleurs, établissant la légalité du Parti communiste, LUTTANT CONTRE LE FASCISME HITLERIEN et les 200 familles, s'entendant avec l'U.R.S.S. pour une Paix équitable, luttant pour l'indépendance nationale et prenant des mesures contre les organisations fascistes.

Peuple des usines, des champs, des murgains et des bureaux, commerçants, artisans et intellectuels, soldats, marins, aviateurs encore sous les armes, UNISSEZ-VOUS DANS L'ACTION !

Appel de Charles Tillon

à défaut document original voir [www.39-45.org](http://www.39-45.org)



Appel de Charles de Gaulle  
[www.charles-de-gaulle.org](http://www.charles-de-gaulle.org)

"Celui qui ne se rend pas à raison contre celui qui se rend, c'est la seule mesure, et il a raison absolument, je veux dire que la raison qu'il en a est un absolu..."

"En temps de guerre celui qui ne se rend pas est mon homme, quel qu'il soit, d'où qu'il vienne, et quel que soit son parti. Il ne se rend point. C'est tout ce qu'on lui demande. Et celui qui se rend est mon ennemi, quel qu'il soit, d'où qu'il vienne et quel que soit son parti".

le 17 juin 1940

Appel de Edmond Michelet  
extrait de "L'argent" de Charles Péguy

Le 17 juin 1940, le maréchal Pétain en appelait à cesser le combat dans un message radiodiffusé qui pénétrait dans des millions de foyers. Pour certains c'était la seule chose à envisager face à la puissance militaire de l'ennemi; pour d'autres, il était inadmissible d'accepter cet armistice. Plusieurs voix se faisaient entendre celle du général de Gaulle, bien sûr, mais aussi celles de Charles Tillon, d'Edmond Michelet et du général Cochet. Edmond Michelet reprenait un texte de Charles Péguy; le général Cochet bâtissait son discours sur trois verbes: "veiller - résister - s'unir".

L'appel du 17 juin 1940 de Charles Tillon ne pouvait disposer du support radiophonique dont devait bénéficier, le lendemain, le général de Gaulle. Par contre, la structure clandestine du parti communiste permettait une diffusion plus efficace au sein de la population ouvrière. Le message que lançait de Gaulle, grâce à la B.B.C. devait

permettre l'éclosion de nombre de vocations de résistants, "que l'on aurait tort de minimiser, mais tout autant de grossir" (1).

Ce qui retenait les esprits n'était pas tant le texte que la prise de position contre la capitulation, car, en effet, ce message s'adressait seulement "aux soldats et spécialistes se trouvant ou venant à se trouver en territoire britannique. Il ne pouvait suffire car il y avait les millions de Français résistants sur le territoire national et ils avaient un rôle à jouer".(2) Ainsi que l'écrivait Jacques Soustelle: "Il ne contenait rien qui annonçât la naissance d'un mouvement autonome, encore moins d'un comité à vocation gouvernemental".(3)

Le général Chevance-Bertin devait, par

la suite, s'étonnait de ce que la plupart des gens décorés portaient en tête de leur citation "Un des premiers à avoir entendu l'appel du général de Gaulle et à y avoir répondu." (4). En effet, à cette époque, les officiers et les soldats combattaient encore et ne pouvaient entendre ce message.

Parmi ceux qui allaient organiser et rendre efficace cette Résistance, bien peu entendrait cet appel. Claude Bourdet le percevait par hasard le 24 juin. Henri Frenay n'en prenait connaissance qu'un mois plus tard tout comme devait l'entendre le capitaine Dewavrin (Passy). Gilbert Renaut (Colonel Rémy), au départ de Bordeaux vers l'Angleterre, découvrait un entrefilet dans la "Petite Gironde" mettant en garde contre l'appel d'un certain général de Gaulle. réfugié à Londres.

1 Histoire de la Résistance, Henri Noguères, tome 1

2 Les Bataillons de la jeunesse, Albert Ouzoulias

3 Vingt huit ans de gaullisme, Jacques Soustelle

4

Histoire de la Résistance, Henri Noguères tome 1

### 3.- La « France Libre » et ses objectifs

« Poursuivre la guerre ? Oui, certes ! Mais pour quel but et dans quelles limites ? Beaucoup, lors même qu'ils approuvaient l'entreprise, ne voulaient pas qu'elle fût autre chose qu'un concours donné, par une poignée de Français, à l'Empire britannique demeuré debout et en ligne. Pas un instant, je n'envisageai la tentative sur ce plan-là. Pour moi ce qu'il s'agissait de servir et de sauver, c'était la nation et l'État. »

« A quoi bon fournir d'auxiliaires les forces d'une autre puissance ? Non ! Pour que l'effort en valût la peine, il fallait aboutir à remettre dans la guerre, non point seulement des Français, mais la France. »

« Cela devait comporter : la réapparition de nos armées sur les champs de bataille, le retour de nos territoires à la belligérance, la participation du pays lui-même à l'effort de ses combattants, la reconnaissance par les puissances étrangères du fait que la France, comme telle, aurait continué la lutte, bref, le transfert de la souveraineté, hors des désastres et de l'attentisme, du côté de la guerre et, un jour, de la victoire. »

"L'appel", tome 1, Charles de Gaulle

### 4.- Il n'y a pas de France sans épée.

Le 18 juin 1940, à 18 heures, le général de Gaulle voulant « hisser les couleurs », selon ses propres termes, utilisait la radio à cet effet. Avec le soutien de Winston Churchill, devant le micro de la B.B.C., il lançait cet appel si important pour l'histoire mais que peu de gens devaient entendre.

Jeune général peu connu, Charles de Gaulle se déclarait prêt à se mettre à la disposition de tout rassembleur qui, rejetant l'armistice, aurait souhaité poursuivre le combat ; le 19 juin 1940, il sollicitait, à cet effet, le général Nogués, puis le 20, le général Weygand celui-ci répondant par l'ordre de se constituer prisonnier. De Gaulle contactait encore les responsables au Levant ainsi qu'en Indochine.

En conclusion, le général Nogués entrainait dans le rang, acceptait l'armistice et entraînaient derrière lui les autres résidents gouverneurs et commandant supérieurs ; Catroux et Legentilhomme rejoindraient de Gaulle, par la suite.

L'armée ne pouvait répondre positivement à cet appel qu'en trahissant la tradition militaire et sa hiérarchie, en l'occurrence Philippe Pétain, le héros de Verdun et le général Weygand ; en face d'eux, Charles de Gaulle, le « général félon »<sup>(1)</sup>. Celui-ci devait reconnaître la difficulté de sa mission en avouant que, huit jours

après son appel, le nombre des volontaires campés dans une salle se montait à quelques centaines.

Les Anglais, de surcroît, ne facilitait pas les choses, en proposant aux militaires français, alors sur leur territoire, qu'ils pouvaient choisir entre le rapatriement vers la France, le ralliement au général de Gaulle et le service dans les forces de Sa Majesté. Ainsi que le souligne de Gaulle : « Le



*N'oubliez pas Oran!*

*Le drame de Mers-el-Kébir*

Commandement britannique inclinait à respecter l'ordre normal, c'est-à-dire Vichy et ses missions ». De Gaulle reconnaissait encore les efforts faits pour l'aider dans sa tâche par Winston Churchill et le général Spears ; la presse et la radio s'attardaient chaleureusement sur la naissance de la France Libre, mais le Commandement britannique attendait d'un jour à l'autre l'offensive allemande et ne pouvait s'occuper d'une entreprise qui, dans

l'instant leur paraissait secondaire. Toutefois, le 26 juin 1940, soit six jours après la signature de la convention d'armistice, le gouvernement britannique reconnaissait logiquement le général de Gaulle comme chef des Français Libres.

Une anglophobie certaine régnait au sein de l'armée française qui reprochait tout d'abord à nos voisins un manque d'ardeur depuis le début des hostilités ; venait ensuite l'opération de Dunkerque, considérée, par certains, comme une opération de sauvetage essentiellement britannique. Ces critiques conditionnaient déjà bon nombre d'officiers français lorsque, le 3 juillet 1940, les troupes britanniques s'emparaient par surprise des navires français ancrés dans les ports de Plymouth et de Portsmouth et que, conjointement, la flotte française de l'Atlantique, basée à Mers-el-Kébir, était sommée de choisir son camp ; en réalité, cinq options étaient proposées aux marins français : poursuivre la guerre aux côtés des Britanniques ; rejoindre les ports anglais ; appareiller pour les Etats-Unis ou pour les Antilles et, enfin, se saborder. Devant le refus français, la flotte britannique déclenchait l'opération « Catapult » ; bilan dressé : le « Bretagne » se trouvait par le fond, le « Provence » et le « Dunkerque » étaient endommagés mais, plus tragiquement, 1297 marins français étaient tués. « C'était là un évènement lamentable » comme pu l'écrire le général de Gaulle dans ses mémoires.

On jugera de l'ambiguïté du moment en apprenant que le gouvernement de Vichy, étouffé par l'occupation allemande prenait le prétexte du drame de Mers-el-

<sup>1</sup> Félon: déloyal envers son supérieur: le maréchal Pétain, que celui-ci ait tort ou raison.

Kébir pour rompre les relations diplomatiques avec la Grande-Bretagne tout en essayant d'établir, dans l'ignorance de De Gaulle, des relations avec Churchill par l'intermédiaire du professeur Rougier.(2)

A ces éléments discordants venait s'ajouter l'opération contre Dakar, le 23 septembre 1940 mais aussi l'entrée jumelée des troupes britanniques et des F.F.L. en Syrie le 8 juin 1941 ainsi que l'occupation de Madagascar par les Britanniques.

Il nous faut remarquer que l'anglophobie éprouvée par certains militaires français cédait le pas devant l'anti gaullisme qu'ils pouvaient ressentir. Ainsi, en Syrie, à Madagascar comme en Afrique du Nord,, les négociations précédant la reddition des armées de Vichy se faisaient sans donner la possibilité à la France Libre de s'exprimer et dans des conditions souvent discutables sur lesquelles le général de Gaulle se devait de revenir, dans l'intérêt de la nation, opiniâtre et inflexible.

Entre-temps, s'étaient ralliés à la France Libre : les Nouvelles-Hébrides,

la Côte-d'Ivoire, l'A.E.F., à l'exception du Gabon, les établissements français de l'Inde puis, la Nouvelle-Calédonie.

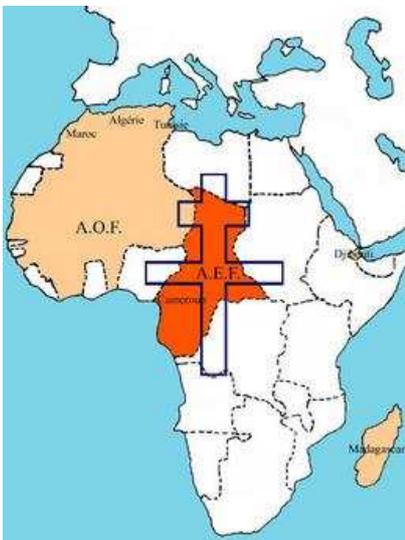
Tout ceci permettait à Robert O. Paxton d'écrire :

« **A la fin de 1940, dans le milieu des officiers d'active, le gaullisme avait pratiquement perdu tout attrait.** »

L'Organisation de Résistance de l'Armée, créée en janvier 1943, suite à l'invasion allemande en Zone Libre, proche du général Giraud dès son origine, reconnaissait, en **juin 1943**, la légitimité du CFLN d'Alger ainsi que l'autorité du général de Gaulle.

<sup>2</sup> Histoire de Vichy, Jean-Paul Cointet

## 5.- Les territoires répondant à l'appel



18 juillet 1940 - Nouvelles-Hébrides  
 26 août 1940 - Tchad.  
 27 août 1940 - Cameroun  
 29 août 1940 - Moyen-Congo  
 30 août 1940 - Oubangui-Chari  
 31 août 1940 - Tahiti  
 2 septembre 1940 - Etablissements français d'Océanie.  
 9 septembre 1940 - Etablissement français de l'Inde

**23/25 septembre 1940 - Echec devant Dakar de la tentative de ralliement.**

14 septembre 1940 - Nouvelle-Calédonies.  
 27 octobre 1940 - Création à Brazzaville du "Conseil de Défense de l'Empire"  
 27 octobre/12 novembre 1940 - Occupation du Gabon par les F.F.L..

## 6.- La croix de Lorraine emblématique

La France libre adoptait la croix de Lorraine pour symbole suite à la proposition du vice-amiral Emile Muselier, le 1er juillet 1940, pour s'opposer à la croix gammée. Cet emblème se retrouvait, par la suite, sur la croix de la Libération, la Médaille de la Résistance et sur différents monuments. Le choix de la Croix de Lorraine rappelait à chacun l'origine lorraine de l'amiral Muselier, mais, aussi, l'étendard du 507<sup>e</sup> régiment de chars du colonel de Gaulle, sur lequel elle figurait.

En août 1943, lors de la fusion des Forces françaises libres (F.F.L.) avec l'armée d'Afrique, les anciens F.F.L. eurent l'autorisation de continuer à porter leur insigne, ce qui permettait de réperer, très facilement, les troupes



Insigne de manche

dernièrement venues combattre aux côtés des Alliés.

La croix de Lorraine était connue en métropole depuis 1940 à la fois par la B.B.C. et par les tracts parachutés. On la retrouvait bientôt sur les murs, tracée par des mains patriotiques. Les mouvements proches de la France libre l'adoptaient . Elle se retrouvait tracée sur les murs, accompagnée du "V" de la Victoire et, à partir de 1941, par la faucille et du marteau du PC; elle fleurissait aussi aux boutonnières des jeunes patriotes. Sa fabrication, sa vente et son port en furent interdits.

Bien qu'apparaissant comme le symbole de l'unité de la Résistance elle ne pouvait supplanter le simple sigle "F.F.I." sur les brassards des soldats de l'ombre.(1)

<sup>1</sup> Croix de Lorraine, Wikipédia

## 7.- Position internationale

Le général de Gaulle entendait redonner à la France sa place dans le monde; une France se retrouvant et conservant l'intégralité de ses territoires.

Le conflit, c'était évident, allait prendre des mesures internationales. Déjà, de Gaulle pouvait compter sur la Grande-Bretagne tout en sachant que, dans un premier temps, Churchill serait circonspect envers Vichy, et plus particulièrement sa flotte qu'il craignait de voir basculer dans le camp nazi. Par ailleurs, les intérêts britanniques pouvaient être en conflit avec l'intérêt de la France tel que le voyait de Gaulle. L'entrée en guerre des U.S.A. allait vassaliser le lion britannique. Roosevelt, qui n'avait aucune sympathie pour l'homme de la France Libre, affichait une nette préférence pour Vichy. En fait, pour lui, la France avait sombrée en 1940. A cela s'ajoutait un fort sentiment anticolonialiste de mauvaise augure pour la fin du conflit. De Gaulle devait s'imposer et imposer la France; une longue et difficile route s'annonçait.

*"Ce que je savais des hommes et des choses ne me laissait pas d'illusions sur les obstacles à surmonter. Il y aurait la puissance de l'ennemi (...) il y aurait les difficultés morales et matérielles (...) il y aurait la montagne des objections, imputations, calomnies, opposées aux combattants par les sceptiques et les peureux pour couvrir leur passivité. Il y aurait les entreprises dites "parallèles (...) Il y aurait, enfin, la tendance des grands Etats à profiter de notre affaiblissement pour pousser leurs intérêts au détriment de la France."*

Charles de Gaulle, "L'appel" tome 1

### a.- L'allié britannique

Le 7 août 1940, Charles de Gaulle signait avec Winston Churchill un accord normalisant la création d'une armée de la France Libre prévoyant une aide financière britannique.

Malgré ce consensus apparent, de Gaulle restait sur ses gardes. Il déclarait ainsi à l'un de ses visiteurs : « Il faut vous méfier des Anglais. Certes, ce sont nos alliés, mais il ne faut pas oublier que ce sont des étrangers, et que les étrangers ont des intérêts à défendre qui ne sont pas forcément les nôtres et eux les leurs. »

Charles de Gaulle devait à la fois mettre sur pied une force militaire capable de faire oublier la triste débâcle de juin 1940, asseoir sa légitimité sur la résistance intérieure du pays et par la venue, à ses côtés, des territoires de l'Empire; ce qui tardait à se manifester et qui déclencherait certains drames comme en Syrie où des soldats de Vichy combattraient ceux de la France Libre.

On sait que le général, conscient de la faiblesse de sa position, entendait défendre les valeurs françaises par son intransigeance et son inflexibilité ; ainsi, il n'attendait pas l'aval de son allié britannique en proclamant le 27 octobre 1940, à Brazzaville, la déclaration organique de la France Libre, **premier**

**pas vers la constitution d'un gouvernement dissident** ; ceci au grand dam de Churchill qui ne souhaitaient pas voir Vichy entrer dans le conflit aux côtés de l'Allemagne (sa marine était encore puissante); **le même jour, de Gaulle fondait le Conseil de Défense de l'Empire** que les Britanniques ne reconnaîtraient que le 24 décembre suivant, après quelques hésitations.

Disons le, les ordonnances de Brazzaville, dans un premier temps, étaient mal accueillies.

Cet organisme, qui ne se réunira pas, allait jouer un rôle psychologique déterminant dans les âpres négociations que le chef de la France Libre devait mener pour assurer le rétablissement de son pays dans le camp allié.

Le résultat, toutefois obtenu par la création du Conseil de l'Empire, était satisfaisant puisque le Gouvernement de Sa Majesté faisait connaître au général de Gaulle, le 6 janvier 1941 qu'il serait heureux de traiter avec lui et avec le Conseil de Défense.

C'est en début de cette année 1941, que les F.F.L., sous le commandement du colonel Leclerc, jurait, par le serment de Koufrou « de ne déposer les armes que lorsque le drapeau tricolore flottera de

même sur Metz et Strasbourg ; période qui voit s'engager, en Erythrée, la 1ère F.F.L. du général de Larminat.

En août 1941, Roosevelt et Churchill signe la « charte de l'Atlantique » sans solliciter la France Libre.

Sur sa lancée, le 24 septembre 1941, le général de Gaulle signait l'ordonnance créant le Comité national français qui tiendrait lieu de gouvernement de 1941 à 1943 et dont l'action devait se mener dans deux directions :

- l'obtention d'une certaine reconnaissance internationale et l'entrée dans l'alliance des pays qui combattaient l'Allemagne.

- L'unification, sous la direction du Conseil national, de la France Libre et de la Résistance intérieure.

De Gaulle allait préciser, par la suite : « Qu'on ne croit pas que cette espèce de miracle que constitue la France combattante soit donné une fois pour toutes... Toute l'affaire repose sur ceci : que la France Combattante entend marcher avec ses alliés sous la réserve formelle que ses alliés marchent avec elle.»

Le 26 septembre 1941, le gouvernement soviétique reconnaissait Charles de Gaulle comme chef de tous les Français Libres et

se déclarait prêt à entrer en relation avec de la France de Pétain que les Américains espérait toujours amener dans leur giron.

Les Etats-Unis, le 7 décembre 1941, ayant subi l'attaque japonaise de Pearl Harbor, entraient eux aussi dans le conflit. Pourtant, ils ne rappelaient leur ambassadeur en fonction à Vichy que le 17 avril 1942 ; en effet, la diplomatie américaine ne changeait en rien à l'égard



Dés lors, Churchill décidait de se subordonner lui-même aux Américains ; pour lui, il semblait inévitable que de Gaulle le suive dans son allégeance ; simple illusion.

## b.- Les alliés anglo-américains

Bien avant que les Etats-Unis entrent en guerre, de Gaulle offrait la possibilité à ceux-ci d'installer leurs forces aériennes sur les bases d'Afrique l'ayant rejoint. On était pourtant loin d'une parfaite entente, ce que ne pouvait arranger la réquisition par le pouvoir US du Normandie et de 13 autres navires français amarrés dans leurs ports. Réquisition sans accord préalable réglant le présent et l'avenir de ses vaisseaux. Cela se passait le 13 décembre 1941

Autre sujet de friction: l'affaire de Saint-Pierre et Miquelon. Ce territoire, toujours sous l'autorité de Vichy, acceptait de négocier directement avec les Américains qui, souhaitant neutraliser la station radio, entendaient débarquer. Contrecarrant ce dessein, la France Libre prenait position, la veille de Noël, avec l'approbation de la population mais, déclenchant une tempête du côté de Washington.

La France était encore ignorée, le 1er janvier 1942 lorsque 26 gouvernements adhéraient à la Charte de l'Atlantique.

Les nécessités de la guerre contre le Japon obligeait, le 1er mars 1942, les Américains à reconnaître l'autorité du Comité National Français sur les possessions françaises du Pacifique. De même, souhaitant utiliser l'aérodrome de Pointe-Noire pour ses bombardiers, Washington reconnaissait l'autorité de la France Libre sur l'Afrique équatoriale.

L'affaire de Madagascar demandait au général de démontrer sa fermeté et sa détermination. Madagascar, une île apparemment menacée par l'entrée en guerre des Japonais et occupée le 5 mai 1942 par les troupes britanniques sans qu'en fut informée la France Libre. Ne voyant pas venir de solution acceptable, le général, le 6 juin 1942, faisait

parvenir à Churchill la déclaration ci-dessous:

"S'il devait arriver qu'à Madagascar, en Syrie, ou ailleurs, la France dut, par le fait de ses alliés, perdre quoi que ce fût de ce qui lui appartient, notre coopération directe avec la Grande-Bretagne et, éventuellement, les Etats-Unis n'aurait plus de justification. Nous devrions y mettre un terme. Cela reviendrait, en pratique, à nous concentrer dans les territoires déjà ralliés ou qui le seraient et à poursuivre la lutte contre l'ennemi dans toute la mesure de nos forces mais seuls et pour notre compte."

Lettre d'un allié encombrant mais qui portait rapidement ses fruits.

Le 27 mai 1942, les troupes F.F.L., sous les ordres du général Koenig s'étaient distinguées à la bataille de Bir Hakeim ; ils réussissaient leur évacuation le 10 juin, après 16 jours de combat. C'était là un glorieux éclairage sur les Forces Françaises Libres.

Allait s'enclencher le processus devant aboutir au débarquement en Afrique du Nord. On sait que le gouvernement américain « s'accommodait de Vichy » ; de Gaulle le soupçonnait même de souhaiter l'effacement de la France après le conflit. Il apparaît que la préparation du débarquement, l'opération Torch, avait nécessité une longue préparation, s'inquiétant, en particulier, de l'attitude des autorités de Vichy dans l'éventualité d'une intervention américaine.

Roosevelt était sous l'influence du diplomate Alexis Léger et de René de Chambrun qui, tous deux, présentaient

de Gaulle comme un dangereux dictateur et que son ambassadeur à Vichy, l'amiral Leahy, voulait croire Pétain et son entourage prêts à reprendre la guerre contre l'Allemagne à la première occasion.

Après négociations avec le général Weygand, les Américains avaient déjà sur place un consul, Robert Murphy et 12 vice-consuls.

De longs mois de préparation où l'O.S.S. voisinait avec la Résistance d'A.F.N. Accord était pris pour ne pas contacter les Français Libres, l'image de De Gaulle pouvant braquer les généraux vichystes dans leur hostilité. En fait, on peut avancer l'hostilité systématique de Roosevelt qui n'avait toujours pas accepté la libération de Saint-Pierre et Miquelon. Comme il fallait un général on pensait à Giraud, un admirateur du maréchal Pétain et de la "Révolution nationale". Les accords passés entre les Etats-Unis et la Résistance locale prévoyaient que, après le débarquement, la France devait être traitée en alliée. En fait, nul ne savait comment allait réagir l'armée d'armistice.

Giraud, mécontent de ne pas avoir le commandement en chef, boudait 48 heures à Gibraltar.

L'Armée vichyste d'Afrique du Nord passait dans le camp allié après trois jours de combats sanglants.

En résumé, une opération installant, dans un premier temps, un gouvernement vichyste de l'Afrique française constitué le 14 novembre 1942, sous le nom de "Haut-commissariat de France en Afrique"; prise de pouvoir au nom du maréchal que l'on souhaitait pouvoir libérer. Giraud, arrivé le 9, se ralliait à Darlan en échange de sa nomination au commandement de l'Armée d'Afrique. Rien ne changeait; toutes les lois et mesures d'exception de Vichy

restaient en vigueur. Après l'exécution de Darlan, Giraud renforçait le système en place, allant jusqu'à faire arrêter et déporter vers le Sud les chefs de la Résistance.

Devant cet état de fait contestable, les correspondants de guerre alertaient les opinions publiques de Grande-Bretagne et des Etats-Unis; Churchill était interpellé aux Communes; Roosevelt était pris à partie par la presse américaine. En fait, il existait alors un pouvoir à Alger, soutenu par Roosevelt, proche du régime de Vichy et, à Londres, un Comité français décidé à restaurer l'ordre républicain. La réunification de ces deux autorités devenait indispensable. La Conférence de Casablanca tentait de régler le problème en convoquant les deux généraux qui ne pouvaient s'entendre. Giraud, d'un grade plus élevé, estimait que de Gaulle devait se résoudre à se placer sous ses ordres.. Ce qui eut arrangé les anglo-américains. Mais, le 14 mai 1943, Jean Moulin envoyait un manifeste d'appui au général de Gaulle qui devait être lu à la séance inaugurale du Conseil National de la Résistance et qui proclamait:

Le peuple de France n'acceptera jamais la subordination du général de Gaulle au général Giraud, mais réclame l'installation rapide d'un gouvernement provisoire, sous la présidence du général de Gaulle, le général Giraud devant être le chef militaire. Quelle que soit l'issue des négociations, de Gaulle demeure pour nous, seul chef de la Résistance française.

Le 3 juin 1943 était créé le Comité français de Libération Nationale: de Gaulle et Giraud en étaient co-présidents. Le 31 juillet, il était décidé que la présidence politique du C.F.L.N était dévolue au général de Gaulle, Giraud étant président militaire. Mais, à partir du jour où il prenait le commandement effectif des opérations, Giraud cessait d'être président.

Le 26 août, le C.F.L.N. présidé par le général de Gaulle était reconnu par les alliés, avec quelques réserves du côté américain. Le lundi 13 septembre 1943 avait lieu le débarquement, en Corse, du 1er bataillon de choc venant d'Afrique du Nord.; une opération combinée avec la Résistance corse.

En décembre 1943, le maréchal sud-africain Smuts déclarait qu'il ne fallait plus, dans l'avenir, compter la France parmi les grandes puissances; les Américains, quant à eux, ne voyaient pas la France dans les quatre grands.

Autre problème: des journaux et des hommes politiques américains, oubliant les promesses faites de restaurer l'empire colonial français dans son état d'origine, proposaient maintenant d'annexer des bases françaises; on citait Dakar, la Nouvelle-Calédonie, les Antilles ou Madagascar. Roosevelt se prononçait souvent sur le non-retour de l'Indochine à la France et encourageait le sultan Mohamed V à réclamer l'indépendance. Alors, allait se dessiner la crainte de voir un jour l'AMGOT(1) s'apessantir sur la France.

Au printemps 1943, une rumeur s'élevait selon laquelle les Américains entendaient appliquer à la France cette procédure prévue pour les territoires ennemis. La reconnaissance du C.F.L.N.(2) avait été rédigée par les Etats Unis, le 26 août 1943, en des termes qui permettaient de craindre cette hypothèse; le C.F.L.N. par ailleurs n'avait jamais demandé à être reconnu comme le pouvoir qui administrerait la France libérée. Il semblait, alors, que cela irait de soi.; les négociations qui devaient s'ouvrir portaient sous le terme global "d'accords de débarquement" et concernaient en particulier la délimitation entre zone des armées et zone de l'arrière, le ravitaillement des populations libérées, la monnaie à utiliser, les réquisitions, les autorités administratives... Conditions suffisantes pour tenter les Américains. En prévision de ce possible A.M.G.O.T des officiers américains avaient été formés à Yale et Charlottesville. Bien avant le débarquement, le maire de Cherbourg avait été choisi parmi eux. Mars 1944, Roosevelt ne parvenait pas à reconnaître le CFLN comme gouvernement de facto.

Nous avons précédemment pris connaissance du soutien sans équivoque que Jean Moulin avait obtenu de la Résistance intérieure unie au sein du C.N.R. et de la lettre lue le 27 mai 1944, par de Gaulle devant l'Assemblée consultative provisoire, à Alger. Ce qui lui permettait de déclarer:

*"La France n'a pas besoin, pour décider*

<sup>1</sup> Allied Military Government of Occupied Territories

<sup>2</sup> Comité français de Libération nationale

*de la façon dont elle rétablira chez elle la liberté, de consulter les opinions qui lui viendraient de l'extérieur de ses frontières. Et, quant au gouvernement provisoire de la République, lui, qui, depuis juin 1940, n'a pas cessé de se tenir fermement sur le terrain de la démocratie en même temps que de la guerre, il se passe, je vous assure, de toute leçon qui ne lui viendrait pas de la nation française qu'il est, au surplus, seul qualifié pour diriger;"*

Il ajoutait, le 26 avril, "Soyez certains que les Français n'accepteront d'autre administration que l'administration française. Par conséquence, cette question est tranchée d'avance." De tels propos irritaient Roosevelt. Des sanctions étaient prises contre l'homme du 18 juin qui se trouvait gêné dans ses communications: car, l'utilisation des codes lui avait été retiré. De Gaulle en profitait. Transmettant en clair il était sûr d'être lu par tous et ainsi de faire mieux connaître sa position.

Le 4 juin 1944, de Gaulle rejoignait



Billet de banque A.M.G.O.T.

Londres. Le débarquement était proche. Il rencontrait Eisenhower qui, dans sa baraque de commandement, lui remettait un texte dactylographié: sa proclamation à l'attention du peuple français. Proposé pour correction éventuelle, ce texte était déjà imprimé à plusieurs millions d'exemplaires et, bien que ne convenant pas à de Gaulle, était lancé dès les premiers vols au-dessus du sol français. Dupé et scandalisé par le fait que des décisions aient été prises à son insu, de Gaulle se cuirassait de fermeté et de froide colère. Aussi, refusait-il de passer sur les ondes de la B.B.C. après Eisenhower. Il obtenait d'intervenir le 6 juin 1944 à 18 heures et proclamait:

**"Les consignes données par le gouvernement français et par les chefs français qu'il a qualifiés pour le faire, doivent être exactement suivies."**

La colère de Churchill ne devait pas changer la détermination du général qui

obtenait l'autorisation d'embarquer le 13 juin 1944 à bord du contre-torpilleur "La Combattante".

Et c'était là, à Bayeux, un grand moment historique. L'entrée dans la ville était triomphale. Chacun acclamait l'homme du 18 juin. C'était un plébiscite.

Sur le champ, se mettait en place un Commissaire de la République pour la

Normandie ainsi qu'un chef de la région militaire. L'AMGOT était battu sur le fil. Les alliés devaient désormais s'adresser à l'administration civile mise en place selon les plans français.

De Gaulle déclarait alors: **"Une page est tournée: la souveraineté nationale pratiquement assurée".**

Le 12 juillet 1944, les Etats-Unis

reconnaissait que le C.F.L.N. était qualifié pour exercer l'administration de la France.

En août 1944, Charles de Gaulle livrait enfin son analyse:

**"Nous rapportons à la France, l'Inépendance, l'Empire et l'Epée."**

## c.- Les alliés soviétiques

Au lendemain de l'opération sa participation aux combats du fleuve Barberousse, l'invasion de l'U.R.S.S. par Niemen les nazis, qui débutait le 21 juin 1941, de Gaulle donnait les instructions nécessaires pour organiser avec Moscou des relations militaires.

De Gaulle souhaitait détacher des éléments de la France Libre sur le Front de l'Est. Devant le désaccord présenté par Winston Churchill à ce projet, le général proposait aux Russes l'apport du groupe de chasse appelé alors "Normandie". Le 12 novembre 1942, l'escadrille regagnait la base aérienne d'Ivanovo. Staline attribuait à l'unité le nom de Niemen, le 21 juillet 1944, pour



Mémorial escadrille Normandie-Niemen,

Ainsi que l'écrit Jean Lacouture, historien de Charles de Gaulle: "Nous

trouvions un allié russe qui, toutefois, dès 1940, restait très circonspect vis à vis d'une France qui s'était effondrée en quelques semaines devant les nazis et ne méritait aucun respect. Avec sa classe dirigeante pourrie jusqu'à l'os qui s'était livrée à Hitler et le soutenait de toutes ses forces... il serait positivement dangereux de lui laisser son empire."

Toutefois, le 26 septembre 1941, le gouvernement russe reconnaissait le général de Gaulle comme chef de tous les Français libres et l'assurait de sa volonté de restaurer l'indépendance et la grandeur de la France.

## 8.- Résistance intérieure

Nous savons que l'appel du juin 1940 n'eut que peu d'audience immédiate. Les jours suivants, il était répété à plusieurs reprises. Le général de Gaulle, jeune dans ce grade, bien que connu par ses théories sur l'usage de l'arme blindée, desservi par l'armée qui, dans sa grande majorité, lui décernait le titre péjoratif de "général félon", se devait d'unifier ce qui se dessinait comme devant être la Résistance intérieure. Un large panorama s'offrait alors couvrant de l'extrême droite à l'extrême gauche. La création d'une Résistance française issue du néant allait prendre du temps avant qu'elle ne se rassemble derrière l'homme du 18 juin 1940.

La Résistance intérieure c'était à la fois le renseignement et l'action; c'était les mouvements, les réseaux, les groupes. Mais tout était à construire et ne pouvait être mis sur pied que par l'apport financier et matériel de l'extérieur. L'Angleterre et les Etats-Unis étaient là avec le danger d'asservissement possible. C'étaient eux qui détenait le financement, le nerf de la guerre mais aussi le matériel. Il fallait encore, ici, veiller au grain.

Si la lecture des discours de cette période

laisse apparaître un appel à la reconstruction d'une armée, que souhaitait les Français Libres et leur chef, rien n'envisageait et ne prévoyait alors ce mouvement national de Résistance qui apporterait un jour son soutien au général. A cette époque, pour Winston Churchill comme pour le général de Gaulle, la guerre était l'affaire des militaires qui constituaient l'armée régulière et, pour les civils: c'était

l'espionnage. L'affiche imaginaire, que nous trouvons en page 3 de ce document, rappellerait étrangement celles placardées sur tous les murs de France lors de la déclaration des hostilités et il est évident que, pour de Gaulle, le message du 18 juin 1940 prenait le caractère d'une mobilisation générale. Elle ne fut que partielle, repoussée par les pétainistes, ignorée par les indécis, les attentistes, les

opportunistes et les fatalistes.

Les candidats à la France Libre trouvaient en Angleterre des bureaux de recrutement. Au grand jour, officiellement. Sur le sol national, la Résistance s'installait sans pignon sur rue.

En fait, nous l'avons vu, peu de gens eurent connaissance de cet appel et ce n'est que par la suite qu'il émergerait et imposerait peu à peu l'image de l'homme

qui le lança.

L'enrôlement dans la Résistance s'ébauchait par la cooptation, par la bouche-à-oreille, dans la suspicion et la crainte. Des mouvements réussissaient à s'implanter avec des sensibilités diverses. Ils étaient de droite, de gauche, communistes ou démocrates-chrétiens. Il en est même, comme "Combat", qui, à l'origine, se voulaient "maréchalistes".

Pour beaucoup, la décision de poursuivre le combat s'imposait à l'écoute du discours défaitiste du maréchal Pétain. Le rattachement à de Gaulle se ferait plus tard. En fait, il faudra attendre le 10 mars 1941 pour que de Gaulle reçoive Christian Pineau, premier contact avec la Résistance intérieure.

Le 22 juin 1940, Churchill donnait l'ordre suivant: "Maintenant, allez-y, mettez le feu à l'Europe! (Go and set Europe ablaze)". C'était la mise en place du S.O.E. (Special Operations Executive), directement rattaché au ministère de la Guerre économique et qui ne survivrait pas à la Seconde Guerre mondiale. Cette structure, dont l'existence devait être ignorée des Français Libres jusqu'au printemps 1941, était divisée en plusieurs sections. La section "F" opérait indépendamment et à l'insu des Français Libres. Toutefois, il était rapidement démontré la nécessité de travailler avec les services secrets que la France Libre mettait en place; pour cela, une nouvelle branche, l'action "RF", était créée. Travail en commun mais qui n'empêchait pas les Britanniques d'initier, en France, des réseaux de sabotage et d'action formés de patriotes français mais sous contrôle et sous directives purement britanniques. D'où des conflits inévitables entre le S.O.E. et le B.C.R.A., service de renseignement de la France Libre; deux infrastructures ayant le même but, la défaite du nazisme, mais obéissant à des logiques différentes issues de politiques distinctes et parfois contradictoires.

La section "F", se disant apolitique ne rechignait pas à travailler, en France, avec des groupes antigaulistes et, jusqu'à la fin de 1943, à accepter la coopération des rivaux de "l'Homme du 18 juin"; Seul, le résultat comptait.

A noter que la section "RF", précédemment citée, aurait été dans les

faits, un leurre (1) vis-à-vis de De Gaulle qui, quant à lui, revendiquait l'autonomie d'action en France. Il osait même demander la suppression de la section "F".

Malgré cela, dans le département de la Gironde, issus du réseau Buckmaster (S.O.E) les réseaux Scientist-Actor (de Baissac, Aristide) et Wheelwright (Hilaire) auront une grande activité jusqu'à la Libération.

Henri Michel qualifiait le SOE *"d'arsenal, de banque et de QG de la Résistance en Europe et en Asie"*. (2)

D'autres réseaux comme "Jade Amicol" travaillaient directement avec l'I.S anglais. Au choix politique de certains venait s'ajouter, nous venons de le voir, le besoin de finances et d'armes. La France Libre n'était pas riche et les alliés anglo-américains apportaient capitaux et munitions. C'est ainsi que Henri Frenay, après avoir regroupé au sein des M.U.R (Mouvement Unis de la Résistance), "Combat", "Franc-Tireur" et "Libération-Sud", acceptait finances et armes de Allen Dulles, patron des services secrets américains. Jean Moulin, averti, parlait alors d'un risque de trahison (3)

Un autre point de friction allait se présenter avec la venue de Jean Moulin et sa mission d'unification de la Résistance qui devait permettre la préparation de la libération du territoire mais, aussi, l'organisation de ce que serait la France libérée. Le travail sera long et difficile: heurts de personnalités, de visions politiques.

Prenant date pour l'avenir, de Gaulle, le mardi 23 juin 1942, précisait dans une déclaration, les buts politiques de son mouvement: retour à la démocratie, liberté et justice sociale, solidarité internationale. **Le 14 juillet suivant, le général décidait de débaptiser la "France Libre" pour lui donner le nom de "France combattante", intégrant ainsi la Résistance intérieure.**

Le 12 janvier 1943 Fernand Grenier, député communiste résistant rencontrait

<sup>1</sup> Et Churchill créa le S.O.E., Jean-Christophe Olive - (Institut de stratégie comparée)

<sup>2</sup> Et Churchill créa le S.O.E.

<sup>3</sup> L'affaire suisse, Belot et Karpman (Editions Armand Colin)

le général de Gaulle et lui apportait le soutien de son parti.

Ce n'est que le 21 février 1943 que de Gaulle donnait pour mission à Jean Moulin de procéder à l'unification rapide de la Résistance dans un organe regroupant les mouvements, les syndicats et les partis politiques.

15 mai 1943, Jean Moulin pouvait adresser au général un télégramme lui annonçant la constitution du Conseil National de la Résistance. et affirmant au nom de la Résistance, ralliée à la France Combattante, sa primauté politique face au général Giraud.

Confirmant ce succès, le CNR tenait sa première réunion le 27 mai 1943.

Cet appui de la Résistance permettait à "l'Homme du 18 juin" de reprendre les commandes. La création du Comité Français de Libération Nationale, l'éviction du général Giraud et la création de l'Assemblée consultative permettaient au général de demander à Churchill (4) des armes pour la Résistance mais, aussi, de poser le problème de l'autorité du C.F.L.N. dans les territoires libérés après le débarquement.

Confirmant l'unification des résistances, étaient alors regroupées dans les Forces Françaises de l'Intérieure les différentes composantes connues (AS - groupes francs et maquis, O.R.A., F.T.P.F.). Un rassemblement que de Gaulle n'aurait pu obtenir s'il n'avait été "l'Homme du 18 juin".

Par contre, rien n'était gagné du côté de nos alliés. Ainsi, Winston Churchill, le 24 mai 1944, devant les Communes, voulait bien reconnaître l'importance de la contribution française à la lutte contre l'Allemagne mais, pour lui, comme pour Roosevelt, il était encore impossible de reconnaître le C.F.L.N. comme gouvernement provisoire "car nous ne sommes pas certains qu'il représente le peuple français".

Cette déclaration ne pouvait empêcher le C.F.L.N. de se proclamer Gouvernement Provisoire de la République Française, le 2 juin 1944.

A l'instant du débarquement, Charles de Gaulle ne laissait pas le soin au général Eisenhower de donner les consignes aux forces de la Résistance en attente de l'action. Tout avait déjà été mis en place

<sup>4</sup> Marrakech le 19 janvier 1944

dans la première partie du programme du C.N.R. Les Forces Françaises de l'Intérieur dépendaient du général français Koenig.

L'application des différents plans mis en forme allait jouer un rôle des plus importants dans le déroulement du débarquement.

On connaît les craintes que pouvait avoir de Gaulle à l'approche du débarquement, l'AMGOT pointait à l'horizon. Son accueil triomphal dans la ville de Bayeux lui apportait une confirmation certaine: celle d'une population libérée. Roosevelt reconnaissait enfin que "le CFLN est qualifié pour exercer l'administration de la France". Malgré cette déclaration, et sachant contrarier les plans des alliés anglo-américains, de Gaulle entendait entrer dans Paris en sa qualité de chef de la France Libre, entouré de l'adhésion des Français. Pour couronner le tout, il

souhaitait que la ville soit libérée par des Français.

L'avance des alliés vers l'Allemagne ignorait Paris; Leclerc obtenait alors l'accord du général Patton de marcher sur la capitale d'ailleurs en insurrection

*Le commandant des forces alliées en Europe, le général Eisenhower estima l'aide apportée par les F.F.L. à l'équivalent de quinze divisions régulières.*

depuis le 19 août. En fait, aucun ordre formel n'était donné au général français.

Le 25 août 1944, un détachement de la 2° DB entra dans la ville en manque d'armes où l'on découvrait un nombre important de victimes.

Le 25 août 1944, von Choltitz signait sa reddition, la France Combattante était représenté par le colonel Rol-Tanguy (F.F.I.) et le général Chaban-Delmas

(Délégué militaire). Pour couronner symboliquement ce fait, le 26 août 1944, le général de Gaulle ("l'Homme du 18 juin 1940"), les membres du C.N.R., du G.P.R.F., des F.F.I. descendaient les Champs-Élysées au milieu d'une foule en liesse.

Le 23 octobre 1944, le Gouvernement Provisoire de la République Française voulu par Charles de Gaulle, "l'Homme du 18 juin 1940", était enfin reconnu par la Grande Bretagne, les États-Unis et l'U.R.S.S.

Sur le plan intérieur, de Gaulle voyait se réaliser le programme mis en place par le C.N.R. avec son accord; après la préparation de la victoire, s'installaient les Comités de Libération ainsi que les différentes structures prévues pour la remise en route d'une France affaiblie mais libérée.

## 9.- Il faut que la France soit présente à la victoire !

Fin 1944, une partie des ambitions de "l'Homme du 18 juin 1940" est alors réalisé. La France a retrouvé sa liberté, il lui fallait, encore retrouver sa grandeur.

La métropole, libre dans son intégrité, entendait conserver son empire et ne pouvait renoncer au rayonnement international d'avant ce conflit, ce qui semblait parfois contestable aux yeux même de nos alliés, par anti colonialisme calculé, par intérêts contraires ou simplement choqués par notre rapide anéantissement de 1940. Ayant gagné la bataille contre l'AMGOT, Charles de Gaulle, confirmant son appel du 18 juin 1940, devait encore rétablir la France dans sa grandeur.

La France victorieuse se devait d'apporter sa participation dans la réorganisation de l'Allemagne du futur. C'est ainsi que le 12 septembre 1944, Charles de Gaulle revendiquait la participation de la France au règlement du conflit en Europe.

Cette demande semblait être entendue puisque le 11 novembre suivant, l'Union soviétique et nos alliés anglo-américains acceptaient que la France soit admise comme quatrième membre de la Commission consultative européenne qui allait organiser le statut de l'Allemagne occupée.

C'est à la conférence de Yalta que les Trois grands, n'ayant pas prévu la présence française, prévoyait le découpage de l'Allemagne vaincue et son occupation. Trois zones d'occupation prévues pour les alliés, la France, invitée à siéger au Conseil de contrôle interallié pour l'Allemagne, se voyait octroyer une zone prélevée, à la fois, dans les zones américaines et anglaises.

De Gaulle refusait de rencontrer Roosevelt, à Alger, lors de son voyage de retour. Mais, le 29 avril 1945, il donnait l'ordre de s'installer aux troupes françaises qui venaient de prendre Stuttgart. Un mutuel accord lui était donné par les anglo-américains.



Zone occupation de Berlin

Et puis, survenait la capitulation sans condition de l'Allemagne nazie. Elle allait s'opérer en deux temps. Les deux fois, la présence française sera remarquée, et même amèrement, par le général Alfred Jodl.

Première signature à Reims, le 7 mai 1945, avec, pour la France, le général François Sevez, chef d'état-major du général de Gaulle. La ratification de la capitulation avait lieu à Berlin avec le maréchal Joukov, le général Spaatz (États-Unis), le général Tedder (Grande-Bretagne) et le général de Lattre de Tassigny, représentant le gouvernement français, bien que la France se fût officiellement retirée de la guerre avec l'armistice du 22 juin 1940.

La signature de cette capitulation sans condition mettait fin à plus de quatre ans de haine, de cruauté, de deuil, de misère. Elle fermait, pour un temps, les portes de l'enfer.

Le général de Gaulle savait en lançant son appel, que la route vers la victoire serait longue et difficile. On peut constater que ses partenaires dans le combats ne lui permettaient aucun relâchement, aucune trêve.

De Gaulle déclarait alors:

**"Nous sommes un gouvernement qui a mauvais caractère".**

A la lecture de cette phrase nous devons plutôt apprécier le caractère bien trempé de cette France Libre qui devait alors utiliser une invraisemblable intransigeance, arme des démunis, pour espérer le retour de la grandeur passée.

Devant Winston Churchill le général avouait:

**"Mais moi ! Où sont mes moyens ? Pourtant, j'ai, vous le savez, la charge des intérêts et du destin de la France. C'est trop lourd et je suis trop pauvre pour que je puisse me courber."**

Churchill, malgré ses multiples colères ne pouvait s'empêcher d'admirer de

Gaulle et son inflexible comportement. Ainsi, écrivait-il:

**"Son pays a abandonné la lutte, lui-même n'est qu'un réfugié et si nous lui retirons notre appui, c'est un homme fini. Eh bien, regardez-le ! On croirait Staline avec deux cents divisions derrière lui...!"**

Aujourd'hui, "l'appel du 18 juin" a pris sa place sur nos calendriers, suite à une reconnaissance nationale englobant une date et un homme qui ont permis l'écriture d'un pan de notre histoire. Mais n'oublions pas, toutefois, que si la France libre réussissait à s'imposer elle le devait en partie à la légitimité que voulait bien lui reconnaître la Résistance intérieure, unie au sein du Conseil national de la Résistance. Ainsi que le soulignait le

président Chambeiron de l'A.N.A.C.R., dernier membre du C.N.R. encore parmi nous: "Sans le 18 juin 1940 il n'y aurait pas eu de 27 mai 1943 mais sans le 27 mai il n'y aurait pas de 18 juin". Chacun se félicite que le 18 juin soit une journée nationale mais il apparaît qu'il devrait en être de même du 27 mai 1943.

L'opiniâtreté du général de Gaulle conduit à la fin de la seconde Guerre mondiale à la résurrection de la France et de la République et de surcroît lui permet de s'imposer au niveau international comme le prouve sa présence en tant que membre permanent du Conseil de sécurité de la jeune Organisation des Nations unies

### Sources :

- La France des années 30, Eugen Weber (Le grand livre du mois)*  
*Histoire de l'armée allemande, Philippe Masson, Librairie académique Perrin*  
*L'armée de Vichy, Robert O. Paxton (Editions Tallandier)*  
*L'abîme 1939-1944, Jean-Baptiste Duroselle (Points)*  
*L'Appel (1940-1942), Charles de Gaulle (Editions Famot)*  
*Vingt-huit ans de gaullisme, Jacques Soustelle, J'ai lu*  
*De Gaulle, le rebelle, Jean Lacouture (Editions du Seuil)*  
*Vivre avec de Gaulle, Michel Tauriac (Editions Plon)*  
*Histoire de Vichy, Jean-Paul Cointet (Plon)*  
*Vichy capitale, 1940-1944, Michèle Cointet (Librairie académique Perrin)*  
*Pétain, Marc Ferro (Arthème Fayard)*  
*Les Résistants, sous la direction de Robert Belot, Editions Larousse*  
*Résistance 1940-1944 édition Aquitaine, ONAC, éditeur LBM,*  
*Histoire de la Résistance, Henri Noguères (Editions Famot)*  
*Les bataillons de la jeunesse, Albert Ouzoulias, Editions sociales*  
*L'aventure incertaine, Claude Bourdet (Stock)*  
*Des Anglais dans la Résistance, Michael R.D. Foot et J.L. Crémieux-Brilhac (Editions Tallandier)*  
*Le colonel Passy et les services secrets de la France Libre, Guy Perrier (Hachette littératures)*  
*L'affaire suisse, Robert Belot Gilbert Karpman (Armand Colin)*  
*La politique de la France au Levant, Lipschits Isaac (analyse J-B Duroselle Revue française de science politique)*

## Sommaire

<b>1 - Juin 1940: l'armistice ou la poursuite du combat</b>	<b>page</b>	<b>2</b>
<b>2 - Juin-Juillet 1940: les appels à poursuivre le combat</b>	<b>page</b>	<b>3</b>
<b>3 - 1940: la France libre et ses objectifs</b>	<b>page</b>	<b>4</b>
<b>4 - 1940-1943: "Il n'y a pas de France sans épée"</b>	<b>page</b>	<b>4</b>
<b>5 - 1940: les territoires répondant à l'appel</b>	<b>page</b>	<b>5</b>
<b>6 - 1940-1943: la Croix de Lorraine systématique</b>	<b>page</b>	<b>5</b>
<b>7 - 1940-1945: la position internationale de la France libre</b>	<b>page</b>	<b>6</b>
<b>a) l'allié britannique.</b>		
<b>b) les alliés anglo-américains</b>		
<b>c) les alliés soviétiques.</b>		
<b>8 - 1940-1945: la Résistance intérieure</b>	<b>page</b>	<b>9</b>
<b>9 - 1945: "Il faut que la France soit présente à la victoire"</b>	<b>page</b>	<b>11</b>